

**Dix-septième séance (spéciale)**

Mercredi 13 juin 2007, 15 h 35

*Présidence de M. Sulka***PANEL DE HAUT NIVEAU SUR LE TRIPARTISME  
ET LE DIALOGUE SOCIAL***Original anglais: Le PRÉSIDENT*

C'est pour moi un grand privilège d'ouvrir cette séance du Panel de haut niveau sur le tripartisme et le dialogue social. Je vais introduire et présenter brièvement nos intervenants qui sont certainement déjà bien connus d'un grand nombre d'entre vous.

Je commencerai donc par l'intervenante représentant les gouvernements, M<sup>me</sup> Cristina Fernández de Kirchner de l'Argentine, qui a d'abord été élue sénatrice de Santa Cruz avant de devenir sénatrice de Buenos Aires en 2005. Elle est membre du Congrès de son pays depuis 1989. Elle est présidente de la Commission des affaires constitutionnelles du Sénat de l'Argentine et elle a participé, activement à la révision de la loi sur la réforme du travail.

Sa réputation de défenseuse fervente des droits de l'homme et de la promotion de l'égalité des sexes la précède.

Notre intervenant représentant les employeurs est M. José Maria Cuevas qui, jusqu'à la semaine dernière je crois, était président de la Confédération espagnole des organisations d'employeurs, et cela depuis vingt-trois ans. Au cours de toute cette période, il a réussi à intégrer les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des services et de la finance au sein de la Confédération, couvrant non seulement les grandes entreprises, mais également les petites et moyennes entreprises.

Il a toujours défendu une vision internationale et soutenu fermement l'intégration de l'Espagne au sein de l'Union européenne. Il est connu pour sa profonde conviction que la négociation collective et le dialogue social sont les moyens de parvenir à la paix sociale, au travail décent et aux objectifs nationaux.

M. Guy Ryder, notre intervenant au nom des travailleurs, est bien connu du Bureau international du Travail et du groupe des travailleurs à la Conférence et, en fait, nous le connaissons tous.

Il travaille dans le milieu syndicaliste depuis déjà trente ans, et il est passé du bureau genevois de la Confédération internationale des syndicats libres, à la direction du Bureau des activités pour les travailleurs du BIT en 1998. Il a été nommé Secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres en 2002 et, lors de l'événement historique de la fusion de la Confédération internationale des syndicats libres avec la Confédération mondiale du travail, et d'autres confédérations syndicales nationales indépendantes, M. Ryder est devenu Secré-

taire général du syndicat international unifié le plus représentatif de l'histoire du mouvement syndical.

Cela dit, j'aimerais maintenant donner la parole au premier de nos orateurs, M. José Maria Cuevas, président de la Confédération espagnole des organisations d'employeurs.

*Original espagnol: M: CUEVAS (président, Confédération espagnole des organisations d'employeurs)*

Permettez-moi tout d'abord de remercier l'Organisation internationale du Travail de m'avoir donné l'opportunité de participer à ce panel.

C'est pour moi quelque chose de très important dans la mesure où ce sera ma dernière intervention en qualité de président de la Confédération espagnole des organisations d'employeurs (CEOE) que j'ai présidée pendant plus de vingt-trois ans, et qui, depuis la semaine dernière, est dirigée par mon successeur, M. Diaz Ferran.

Mon intervention a une double signification, puisque je vais aborder la question du dialogue social, une question pour moi centrale durant toutes mes années passées à la tête de la CEOE.

Le dialogue social a certainement été la norme de conduite que nous avons su développer, défendre et préserver le mieux.

Le dialogue social, conçu comme une négociation franche et directe, libre et responsable, entre les organisations sociales, volontaires et représentatives, a eu des résultats extrêmement positifs en Espagne, et ce depuis une trentaine d'années, c'est-à-dire depuis que notre pays s'est lancé dans une transition pacifique, passant d'un système autoritaire à un système démocratique sous l'égide de Sa Majesté, le Roi Juan Carlos I<sup>er</sup>, et avec le soutien de la quasi-totalité des forces politiques et sociales du pays.

Nous sommes donc passés d'un Etat interventionniste à une nouvelle forme d'Etat où le rôle des employeurs et des travailleurs, ainsi que l'importance de leur autonomie, ont progressivement été reconnus, ceci dans un contexte de libéralisation économique nouveau.

La stratégie pour introduire les changements sociaux nécessaires pour notre pays, traversé, alors, par une crise économique et une grande instabilité politique, a été de créer un climat favorable aux négociations, encourageant un dialogue permanent entre les organisations d'employeurs et les organisations syndicales.

Le dialogue social a su prouver son efficacité en permettant de créer un climat de dialogue et d'échange serein, maintenant aussi les conflits du travail à des niveaux raisonnables, et ce dans un

contexte de bouleversement politique et de crise économique prolongée.

Le dialogue social a également contribué à créer des richesses et des emplois en générant une plus grande stabilité des prix et en favorisant la compétitivité du pays.

Celui-ci a permis aussi de tenir des engagements impliquant un certain nombre de réformes de fond, notamment en matière de droit du travail, de formation professionnelle, de sécurité sociale ou de mécanismes volontaires de résolution des conflits du travail. Il a également permis de créer des mécanismes capables de maintenir un dialogue social permanent.

En quelques années, l'Espagne est passée de 12 millions de personnes en activité à plus de 20 millions. Par ailleurs, le chômage dont le taux était particulièrement élevé (plus de 24 pour cent) a cessé d'être un problème. Aujourd'hui, le problème s'est inversé; nous avons besoin d'une main-d'œuvre immigrante pour faire face à une économie qui croît chaque année à un niveau plus élevé que la moyenne européenne.

Tels ont été les principaux succès du dialogue social en Espagne, que j'ai présenté ici de façon succincte et non-exhaustive. Ce processus n'a pas été un long fleuve tranquille. Il y a eu des moments de désaccord et de tension. Mais avec du recul, on peut affirmer que les moments d'entente ont été beaucoup plus fréquents que ceux de conflits et que, finalement, nous avons obtenu ce que nous cherchions, à savoir, contribuer à renforcer la cohésion sociale en Espagne et à doter notre pays d'un modèle économique prospère et libre, fonctionnant selon les règles de l'économie de marché.

Par conséquent, pour que le dialogue social soit un succès, en Espagne ou dans n'importe quel autre pays, trois conditions s'imposent.

Tout d'abord, l'existence d'organisations d'employeurs et de travailleurs fortes et représentatives, fondées sur la liberté d'adhésion et sur un fonctionnement démocratique. Cela peut sembler évident pourtant, les hommes politiques sont trop souvent tentés de se doter d'interlocuteurs faits sur mesure, dociles et peu représentatifs. A la longue, ces organisations perdent toute crédibilité. Les organisations créées pour répondre aux besoins des politiques ou aux besoins des gouvernements s'avèrent inefficaces à l'heure de négocier des accords utiles.

En deuxième lieu, le cadre législatif doit reconnaître l'importance du dialogue social et lui laisser des espaces; de liberté. Les gouvernements doivent ici aussi, vaincre leur tentation interventionniste et éviter de trop réglementer, ce qu'ils font trop souvent.

Enfin, la société doit reconnaître ce travail et l'avantage qu'il apporte à tous. Il en va du respect du dialogue social et de ses acteurs.

Si ces conditions sont réunies, le dialogue social donnera des fruits et permettra d'obtenir une stabilité sociale capable de garantir la croissance économique et l'emploi.

Bien entendu, le dialogue est tantôt tripartite, tantôt bipartite, suivant les questions à traiter. De même, il a tantôt un caractère occasionnel prenant la forme d'accords concrets ou, au contraire, il peut être institutionnel et permanent. La richesse et la variété des formules doivent être respectées et, dans ce sens, les organisations internationales et, en particulier, l'OIT, ont un rôle fondamental à jouer pour favoriser un dialogue permanent et institutionnel.

Les défis de la mondialisation et l'obligation d'apporter une réponse aux attentes des sociétés de nos pays respectifs nous stimulent à poursuivre nos efforts de compréhension et peuvent servir d'exemple dans d'autres domaines comme, notamment, la politique.

L'Organisation internationale du Travail, référence permanente de la collaboration tripartite entre les gouvernements, les organisations des travailleurs et les organisations d'employeurs les plus représentatives de leur pays, a, à mon avis, trois responsabilités essentielles. Ils doivent tout d'abord garantir la stricte application de leurs principales conventions relatives à la liberté d'association et à la négociation collective, qui assurent l'indépendance et la représentativité des organisations d'employeurs et de travailleurs, acteurs fondamentaux du dialogue social. Pour cela, il faut soutenir les programmes visant à améliorer les compétences et la représentativité des interlocuteurs sociaux à travers les Bureaux des activités pour les employeurs et les travailleurs de l'OIT.

Ils doivent ensuite poursuivre les efforts de l'Organisation internationale du Travail en matière de coopération technique dans les pays qui en ont besoin, pour les aider à définir les politiques de dynamisme du dialogue social et la création d'institutions qui favorisent le dialogue social.

Enfin, ils doivent stimuler les processus de réforme et de modernisation de la législation du travail, pour donner un plus grand espace à la libre négociation entre les parties, dans un contexte de régulation excessive qui limite le dialogue social.

Telle serait la meilleure contribution que l'OIT pourrait apporter pour permettre à ses pays Membres, à travers le dialogue social, de faire face aux changements structurels qu'exige la mondialisation dans un climat de paix sociale.

Permettez-moi de terminer cette intervention par un commentaire personnel. Peu après avoir assumé ces importantes responsabilités en tant que Directeur général du BIT, M. Somavia m'a exprimé son souhait que l'OIT devienne le moteur du dialogue social dans le monde.

L'expérience espagnole peut servir d'exemple à de nombreux pays qui ont amorcé ou vont amorcer des processus de changement économique, politique ou social. Grâce à cette session extraordinaire de la Conférence, à laquelle j'ai eu l'honneur de participer en tant que représentant du groupe des employeurs, je confirme que cette priorité est toujours d'actualité, tant pour le Directeur général, que pour l'ensemble de l'Organisation. Sachez que vous pourrez toujours compter sur l'expérience de la Confédération espagnole des organisations d'employeurs.

*(Applaudissements.)*

---

*Original anglais: Le PRÉSIDENT*

Je vous remercie, M. Cuevas, d'avoir ainsi abordé des questions tout à fait essentielles aux principes fondamentaux qui sous-tendent notre Organisation. J'invite maintenant M. Ryder, Secrétaire général de la Confédération syndicale internationale, à prendre la parole.

---

*Original anglais: M. RYDER (Secrétaire général de la Confédération syndicale internationale)*

---

Monsieur le Président, Monsieur le Directeur général, Monsieur le sénateur Floren de Sequista,

M. Cuevas, je voudrais vous dire combien je suis honoré d'avoir la possibilité, devant un si prestigieux auditoire, d'exposer mes idées sur le tripartisme et le dialogue social.

La tâche n'est pas aussi aisée que cela peut sembler à première vue pour une raison qui peut paraître paradoxale, à savoir que les vertus du tripartisme et du dialogue social sont considérées dans cette enceinte comme des axiomes, des évidences.

L'OIT, somme toute, est l'incarnation internationale du tripartisme dans sa structure et dans son processus de décision et, très justement, l'OIT a fait du dialogue social un élément clé de l'Agenda du travail décent.

Par conséquent, contester leur valeur revient à mettre en cause les fondements de l'Organisation et personne ne s'y risquera ou ne s'y fourvoiera, dirais-je ici, et moins que tout autre, un représentant du mouvement syndical.

Ceci étant, je ne pense qu'il soit vraiment utile cet après-midi d'essayer de plaider tout simplement la cause du tripartisme et du dialogue social en nous confinant aux limites de l'orthodoxie et des règles fondamentales de l'OIT.

Je crois que nous avons devant nous une tâche plus stimulante. En effet, il s'agit de démontrer que, ici comme ailleurs, ces instruments fonctionnent dans chacun de nos pays et qu'ils fonctionnent ou peuvent fonctionner au bénéfice de chaque groupe de mandants de l'OIT.

Derrière la plaque de chaque pays que l'on peut voir dans cette salle, se cache une réalité nationale complexe et distincte. Dans certains pays, les principes et pratiques du dialogue social sont bien établis, justement considérés, et parfois assortis de sanctions constitutionnelles.

Dans d'autres pays, pour des raisons différentes, le dialogue social n'existe pas ou est inefficace. Le Directeur général a, de façon fort judicieuse, composé cette table ronde d'une manière que je trouve exemplaire pour plaider de façon spécifique et concrète la cause du dialogue social.

En Espagne, notamment, où les résultats de trois décennies de démocratie doivent beaucoup aux efforts conjoints de l'organisation de M. Cuevas et aux affiliés de la CSI, des *Comisiones Obreras* et de la UGT, dans un cadre constitutionnel qui encourage la coopération tripartite et avec un gouvernement qui, dès la première heure de son mandat actuel, a fait expressément du dialogue social un instrument clé de l'élaboration des politiques.

En Argentine, également, où la remarquable reprise des cinq dernières années après la période sombre de la crise nationale a été appuyée et renforcée par un mécanisme de dialogue social bien rodé et, tout aussi important, par la confiance et l'engagement qui existent entre les partenaires sociaux en Argentine.

Ce sont deux exemples remarquables et je ne pense pas que ce soit une coïncidence que le dialogue nourri et le tripartisme dynamique en Argentine comme en Espagne surviennent après que ces deux pays aient vécu des années de dictature difficiles. On apprécie d'autant plus la valeur réelle de quelque chose quand vous avez vu à quoi ressemblent les alternatives.

Je voudrais ajouter ici ce que vous savez probablement déjà, je l'espère, à savoir que mon organisation, la CSI, est bien résolue à promouvoir ces mêmes objectifs.

En dépit de tout cela, et je pense que nous aurions tort de l'ignorer; la valeur du dialogue social a été largement mise en cause ces dernières années, et sa pratique au niveau national n'est pas aussi bien acceptée ou établie que pourrait le penser un visiteur occasionnel assistant à la présente Conférence.

Certaines orthodoxies qui ont prévalu pendant trop longtemps et trop largement dans le monde ont consisté à croire que cette mutation extraordinaire du monde du travail – que nous avons tous connue ces dernières années – exige des gouvernements qu'ils introduisent des réformes radicales, et des entreprises qu'elles s'adaptent rapidement et de façon spectaculaire, et que l'on ne saurait les retarder ou les empêcher de le faire selon les modalités de la consultation tripartite et par le dialogue.

Les leitmotiv de cette ère de la mondialisation ont été la déréglementation, la libéralisation et l'adaptation aux exigences d'une concurrence internationale toujours plus intense. Pour les gouvernements et pour les employeurs, ne rien faire c'est s'exposer à être sanctionné par une perte de compétitivité, avec tout ce que cela implique.

Dans de telles circonstances, il n'est pas difficile de comprendre la réaction et la logique d'un ministre qui rejette le dialogue social et préfère prendre des décisions unilatérales. Comme l'un d'eux m'a dit, la différence entre un gouvernement qui assume seul ce qu'il considère être sa responsabilité et un gouvernement qui engage le dialogue, c'est la différence entre faire ce que nous savons devoir faire et ce pour quoi nous pouvons obtenir l'accord des autres, qui est le plus faible dénominateur commun et, donc, insuffisant.

C'est ainsi que je voudrais vous faire part ici de trois réflexions. Premièrement, le dialogue social et le tripartisme ne sont pas préférables à l'unilatéralisme et aux résultats imposés uniquement parce que c'est un article de foi, mais parce qu'ils sont plus efficaces, plus durables et que, en fin de compte, c'est le mécanisme par lequel la performance économique et la justice sociale peuvent être atteintes ensemble et de façon la plus efficace. Il permet de résoudre les problèmes et d'instaurer un consensus, et cela est capital dans nos entreprises et dans nos sociétés.

Les preuves abondent de l'utilité du dialogue social et du tripartisme, et nous n'avons pas besoin de nous limiter aux exemples les plus connus des pays nordiques ou d'autres pays en Europe pour nous en convaincre.

Après les crises financières de 1997 en Asie, où la reprise a-t-elle été la plus vigoureuse et la plus rapide? Justement dans les pays où existaient les institutions permettant de parvenir à des accords tripartites sur l'action à entreprendre et, si nécessaire, sur les sacrifices à consentir. La leçon est que, loin d'être un frein aux changements ou un frein sur la prise de décisions efficaces, ces mécanismes sont des atouts précieux pour faire accepter le changement et garantir le succès de sa mise en œuvre.

Il est malheureux que ces idées apparaissent à certains comme des hétérodoxies et à d'autres comme des contresens, mais je crois que le courant est en train de s'inverser et que l'OIT, par son travail de sensibilisation et par sa pratique, peut nous aider à avancer dans ce sens.

Deuxièmement, la pratique du dialogue et du tripartisme est étroitement liée et tout à fait dépendante du respect des droits syndicaux et de

l'indépendance des syndicats, et je rejoins M. Cuevas sur ce point.

Lorsque les parties ne sont pas indépendantes les unes des autres, le dialogue social revient à se parler à soi-même, avec tout ce que cela implique. Et, comme je l'ai dit, il y a une interaction, et j'ai déjà fait référence ici à la grande diversité d'expériences nationales. Le dialogue ne peut avoir de sens que si le droit à la négociation collective est effectivement réalisé. Le dialogue et la négociation collective doivent être conjugués de la façon la plus efficace.

La troisième observation, très importante, concerne la dimension subjective du tripartisme et du dialogue. Le Directeur général a souvent expliqué que le tripartisme positif est celui qui cumule la valeur ajoutée des contributions de chaque partenaire, plutôt que de les opposer les uns aux autres dans un jeu à somme nulle.

Dans une certaine mesure, il est possible de dire que le simple processus du dialogue est en tant que tel une valeur ajoutée. Mais surtout l'attitude et les motivations avec lesquelles chaque partie vient à la table sont énormément importantes.

Il est clair que le dialogue et le tripartisme n'impliquent pas a priori que l'on soit tenu de se mettre d'accord. En fait, la réalité est que des confrontations se produisent et que cela ne remet en cause ni la valeur du partenariat ni la bonne foi des partenaires.

Et, à cet égard, en tant que syndicalistes, nous soulignons que le droit de grève n'est pas seulement inhérent à la liberté d'association, mais qu'il est également nécessaire pour que le dialogue fonctionne. Ce n'est pas l'option préférée des syndicats, mais l'on ne saurait l'écarter, comme cela arrive parfois, comme étant désuète ou irresponsable.

Je pense que le dialogue implique que l'on soit résolu à travailler de façon authentique vers un accord. Ici, je me souviens de la réponse que j'ai reçue d'un de nos associés en Finlande lorsque je lui ai demandé comment il était possible d'aboutir à des résultats économiques et sociaux aussi extraordinaires à partir d'un système centralisé de dialogue et de négociation. Il m'a répondu que c'était parce que les syndicats, les gouvernements et les employeurs avaient décidé que cela fonctionnerait et, de fait, cela fonctionne.

Nous ne parlons pas ici de panacée ou de solution miracle, mais d'un effort commun pour aboutir à des solutions. En fin de compte, les résultats dépendent de nous, de nos organisations, des institutions et des procédures qu'ensemble nous avons conçues au fil des années. C'est là un capital très précieux d'expériences, de savoir-faire et de résultats qui peuvent nous être très utiles à l'avenir.

La réforme des Nations Unies est à l'ordre du jour. Elle est certes importante, mais quelle que soit la formule adoptée, nous insistons pour que ces valeurs essentielles que sont le tripartisme et le dialogue social y trouvent leur place, et pour que le rôle de l'OIT y soit préservé.

La deuxième réflexion porte sur l'internationalisation du dialogue social. Le dialogue doit avoir lieu au niveau où sont prises les décisions, et les décideurs doivent pouvoir y participer.

La mondialisation signifie non seulement que le rôle spécifique de l'OIT dans le dialogue international doit être développé, mais que d'autres doivent entrer dans ce dialogue. La CSI veut explorer ces possibilités avec nos partenaires employeurs de l'OIE.

Nos collègues du mouvement syndical international développent des contacts avec les représentants des employeurs dans différents secteurs. Il existe déjà 50 accords-cadres globaux, et d'autres processus doivent se développer autour des mécanismes d'intégration régionale.

Tout ceci est au cœur des préoccupations de la CSI et est une composante essentielle du nouveau syndicalisme international que nous voulons construire grâce à la coopération de tous les partenaires, ici à l'OIT.

*(Applaudissements.)*

---

*Original anglais:* Le PRÉSIDENT

---

L'OIT a le privilège d'avoir la CSI comme partenaire représentant les travailleurs du monde. Sa vision du dialogue social et son rôle dans la gouvernance seront toujours au cœur des thèmes discutés par la Conférence internationale du Travail. Je donne maintenant la parole à notre invitée gouvernementale, la sénatrice, M<sup>me</sup> Cristina Fernández de Kirchner.

---

*Original espagnol:* M<sup>me</sup> FERNÁNDEZ de KIRCHNER  
(gouvernement, Argentine)

---

D'emblée, je tiens à remercier l'OIT de m'avoir invitée à m'adresser à vous dans le cadre de la 96<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail, et à vous faire part de notre expérience.

Je tiens en particulier à remercier M. Somavia, un compatriote d'Amérique latine, et à saisir l'occasion qui m'est donnée de dire toute ma reconnaissance à l'Organisation pour la solidarité et l'engagement dont elle a fait preuve à l'égard des travailleurs et des syndicalistes qui ont été persécutés dans mon pays au cours de la dernière dictature, et pour son engagement en faveur des droits de l'homme. Aujourd'hui, j'aimerais exposer quelques données d'expérience en matière de dialogue social et de tripartisme.

Dans mon pays, la République argentine, le dialogue social est une longue tradition qui remonte presque à l'année de la création de l'OIT, en 1919. Il naît d'une expérience tragique, d'une grève presque révolutionnaire qui a eu lieu au début du XX<sup>e</sup> siècle en Argentine. Cette grève allait déboucher sur l'intégration du dialogue social en tant que méthode de négociation et de coopération entre le capital et le travail, en vue d'un meilleur développement.

Au cours de cette brève histoire, brève au regard de celle de l'humanité, le dialogue social et tripartite s'est développé et renforcé dans les années quarante et cinquante, parallèlement à l'industrialisation du pays et à l'évolution de la force politique dans laquelle j'ai toujours milité. On constate qu'en Argentine le dialogue social et le tripartisme sont étroitement liés à la démocratie et aux modèles économiques qu'a suivis le pays.

Ce que nous constatons très clairement, c'est que pendant les interruptions de la démocratie, pendant les périodes où ont été menées des politiques de spéculation, et non de travail, de transfert des ressources, et non de production, le dialogue social a été très faible.

Les années quatre-vingt-dix ont été sans doute le point culminant de ce phénomène, période qui s'est caractérisée par la faiblesse du dialogue social mais aussi par les effets de la mondialisation, à savoir la précarisation et la flexibilisation du travail.

Dans le cas de l'Amérique latine, et de mon pays, le Fonds monétaire international assurait que, pour créer des richesses et des emplois, il fallait précariser et flexibiliser le travail, qu'ainsi les entreprises investiraient davantage, puisqu'elles consacraient moins de ressources aux salaires, et que, en vertu de la théorie du ruissellement, le marché, sans la participation de l'Etat qui devait laisser libres les forces du marché, résoudreait tout comme par magie.

Ainsi, pendant dix ans, l'Argentine a appliqué scrupuleusement la politique du FMI, lequel citait d'ailleurs en exemple mon pays. En 2001, l'Argentine a littéralement explosé. Vous avez sans doute vu à la télévision ces milliers d'épargnants se précipitant aux portes des banques pour réclamer leur argent, que l'Etat avait confisqué. A cette époque-là, le taux de chômage frôlait les 27 pour cent. Ce n'est pas tout: la rupture institutionnelle a été telle que, j'en ai été témoin en tant que sénatrice, on a voulu à l'époque réformer la législation du travail d'une façon illicite. J'avais alors dénoncé le fait que les législateurs, de mon propre parti, avaient été corrompus par le gouvernement d'alors pour qu'ils adoptent cette législation qui flexibilisait le travail.

Tout cela déboucha sur la chute du gouvernement, lequel devait perdre tout crédit à l'échelle internationale alors qu'il avait réuni 52 pour cent des suffrages.

Notre opposition à la précarisation et à la flexibilisation du travail résultait d'une observation concrète, et non de dogmes. En effet, mon pays, au cours de son histoire, a su conjuguer production, capital et travail à des fins de production et non de spéculation, pratiquer le dialogue social et le tripartisme, et allier qualité de vie, croissance économique et équilibre budgétaire.

Je reviens sur la croissance économique. Dans les années quatre-vingt-dix, sous les auspices du FMI, la croissance a été de quelque 7 pour cent. On pourrait en conclure que le gouvernement avait de bons résultats. Mais, en fait, des milliers de travailleurs de l'appareil productif perdaient leur emploi et faisaient les frais d'une économie spéculative qui ne créait pas de richesses. Or le but de tout processus économique, c'est de créer des richesses. En fait, on transférait des richesses déjà créées vers le secteur des services. La croissance économique allait de pair avec la disparition de postes de travail. Le type de croissance économique choisie par une société n'est pas neutre, loin de là.

Je reviens sur ce que disait Juan José Cuevas, à savoir que, souvent, le personnel politique, dont je fais partie, a la tentation de choisir des interlocuteurs qui ne sont pas solides, au détriment du dialogue social. C'est ce qui s'est passé pendant trente ans dans l'Espagne démocratique. Je suis d'accord avec lui pour dire que la démocratie est le pilier irremplaçable du dialogue social. Mais il y a eu, en Espagne par exemple, toute une classe d'entrepreneurs qui a choisi une économie productive et créatrice d'emplois, contrairement à ce qui s'est passé dans mon pays, où ceux qui détenaient le capital ont pensé qu'il valait mieux spéculer que produire et travailler. Car la tentation existe aussi non seulement pour les hommes politiques, mais aussi pour les entrepreneurs, d'agir ainsi. Souvent, ils sont tentés de gagner trois ou quatre fois plus dans une économie purement spéculative.

Par conséquent, la question du dialogue social et du tripartisme n'est pas seulement liée à la question de la croissance économique, mais au type de crois-

sance économique que l'on choisit. Une société peut-elle subsister grâce à la seule spéculation? Certains entrepreneurs estiment que, si une économie spéculative rapporte davantage, pourquoi devraient-ils choisir une économie de production qui oblige à investir et à travailler? La réponse est claire: la viabilité d'une croissance fondée sur le travail et la production est très différente de celle d'une économie reposant sur la spéculation financière.

Je crois que l'autre élément fondamental pour le dialogue social et le tripartisme, c'est, outre la démocratie, l'adoption par la bourgeoisie nationale d'un modèle de croissance fondé sur la production et le travail, sur le capital et le travail, qui permettra de créer des emplois. Dans le monde globalisé, nous sommes des consommateurs potentiels, mais il faut un marché interne et développé, et des travailleurs bien rémunérés qui puissent eux-mêmes consommer. C'est ce qui a assuré la viabilité des modèles de développement des grands pays industrialisés.

Il ne s'agit pas là d'un raisonnement théorique, mais d'une pratique. Permettez-moi d'évoquer l'expérience de mon pays. En 2003, lorsque le président Kirchner a pris ses fonctions à la tête du pays, le taux de chômage était d'environ 27 pour cent. Sur 100 emplois créés dans les années quatre-vingt-dix, 10 seulement l'étaient dans le secteur formel. En dix ans environ, 2 100 conventions collectives seulement ont été conclues; sans parler de la pauvreté et de l'indigence. La situation était tragique. Pourtant, le pays s'est relevé. Après quatre ans de gouvernement, nous avons réduit le chômage qui, depuis un trimestre, est de 8,7 pour cent. La pauvreté a baissé de manière significative pour passer de plus de 60 pour cent de la population à 26,3 pour cent. Des chiffres qui restent douloureux, certes, mais il est vrai que, maintenant, la croissance bénéficie à beaucoup de gens. Toutefois, il faut à ce stade des politiques plus ciblées pour s'attaquer au noyau dur de la pauvreté. La croissance ne suffit pas à elle seule.

Aujourd'hui, dans mon pays, l'Institut national de statistiques et du recensement (INDEC) est sur le point d'annoncer que le taux d'emplois non déclarés continue de baisser – de 48 pour cent en 2003 à 41,6 pour cent aujourd'hui. Sur les 3 400 000 emplois créés pendant cette période, 10 pour cent seulement sont des emplois non déclarés. La tendance s'est donc renversée dans le sens du travail décent.

Le salaire minimum a augmenté de 300 pour cent en quatre ans, les pensions les plus modestes ont augmenté de 180 pour cent, et l'ensemble des pensions de 13 pour cent. Il n'y avait pas eu d'augmentations aussi fortes depuis plus de treize ans. Tout cela ne tient pas de la magie. Cela tient au désendettement qui a été très important et au fait qu'aujourd'hui le pays ne doit plus rien au FMI et a des réserves qui s'élèvent à environ 41 milliards de dollars, contre à peine 10 milliards il y a quatre ans.

Ainsi, l'adoption d'un modèle d'accumulation du capital et du travail qui donne au travail un caractère essentiel, comme cela a été le cas à d'autres époques, en tant que modèle d'organisation sociale et de développement, a été la clé de ce redressement qui surprend le monde entier.

La crise était très profonde. A cette époque, il était très difficile de légiférer en Argentine. Le parlement était placé sous la protection des forces de police. Beaucoup de responsables politiques, d'hommes d'affaires ou de banquiers étaient agressés dans la rue. Comme je l'ai dit hier dans le cadre

d'une réunion à laquelle j'étais conviée par les employeurs, je ne veux pas des entrepreneurs bons mais des entrepreneurs intelligents, parce qu'il faut être intelligent pour comprendre que le développement durable et la viabilité des profits passent par un modèle d'accumulation dans lequel le travail et la production sont les facteurs les plus importants. C'est, je le répète, ce que l'histoire nous a appris. L'Espagne en est un exemple, un exemple de démocratie et d'une classe dirigeante décidée à transformer le pays en s'appuyant sur le travail, un pays compétitif à l'échelle internationale, une société au niveau de vie très élevé.

Pour conclure, je dirais que la démocratie, des responsables politiques attachés au dialogue social et au tripartisme, et des entrepreneurs engagés en faveur du travail et de la production sont les trois éléments nécessaires au dialogue social et au tripartisme.

*(Applaudissements.)*

---

*Original anglais:* Le PRÉSIDENT

Vous avez également parlé de sujets qui sont particulièrement importants dans la quête pour la justice sociale, la paix sociale et la promotion d'un travail décent. Maintenant, j'aimerais donner la parole à M. Juan Somavia, Secrétaire général de la Conférence.

---

*Original espagnol:* Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la CONFÉRENCE

Je crois que tout le monde est très heureux, comme le montrent clairement ces applaudissements qui vous sont destinés, M<sup>me</sup> Cristina Fernández de Kirchner, M. Ryder, M. Cuevas.

M. Guy Ryder a été capable d'unifier le mouvement syndical international et il connaît parfaitement son sujet. Et M. Cuevas est véritablement l'un des acteurs fondamentaux d'un processus de dialogue social très réussi, en Espagne. J'aimerais maintenant que nous les applaudissions tous les trois.

*(Applaudissements.)*

La conclusion que nous pouvons en tirer est que le dialogue social produit, à n'en pas douter, de bons résultats économiques et sociaux, mais qu'il n'est possible que dans certaines conditions politiques. Mieux vaut donc la démocratie comme cadre politique. Les conditions sont: des acteurs sociaux forts, indépendants, autonomes, des règles du jeu qui soient acceptées par tous et qui reconnaissent, non seulement le droit d'organisation, mais aussi et surtout la négociation collective et le droit de grève des travailleurs quand cela est nécessaire et le respect des droits des employeurs.

Il est nécessaire que la société reconnaisse que le travail réalisé par les acteurs du dialogue social l'est, non pas dans leur propre intérêt, mais aussi dans l'intérêt de tous.

Quant à la volonté des acteurs, bien sûr, il peut exister des institutions, tout un cadre juridique et des instruments, mais s'il n'y a pas de volonté, tout cela restera lettre morte. Nous savons tous ce qu'est la volonté de dialoguer, et je crois que tous les pays et sociétés représentés ici pourraient donner un exemple montrant combien le dialogue est difficile, à quel point on est tenté de dire: «Lui a tort et moi j'ai raison.», et qu'il faut du temps pour établir la confiance et pour obtenir un accord qui fonctionne, car parfois le premier, le deuxième et le troisième

accords ne donnent rien et ce n'est qu'au bout du quatrième qu'on se rend compte que cela est possible et qu'il faut persévérer. Il faut continuer toujours et encore, et je crois que la volonté des acteurs est ici absolument fondamentale.

Les gouvernements ont ici un rôle fondamental. Il faut qu'ils aient la volonté de promouvoir, de stimuler et d'utiliser cet instrument extraordinaire de stabilité sociale qu'est le dialogue social. Les gouvernements ont un rôle fondamental puisque, comme nous le disait Madame la sénatrice Fernández, tout dépend du modèle de croissance que le gouvernement choisit. Si l'on recherche la production et la création d'emplois, la satisfaction de ce besoin de démocratie qu'ont tous ceux que vous représentez ici et qui disent aux dirigeants, chefs d'entreprise, responsables syndicaux et autres décideurs: «Trouvez vite une solution au problème de l'emploi que nous avons dans nos pays.»

Nous avons deux exemples intéressants de l'importance des gouvernements. L'Espagne qui, après plusieurs années de franquisme, peut dire: «Nous avons appris suffisamment pour savoir que nous allons trouver un moyen de nous comprendre.» Cela ne veut pas dire qu'ils sont toujours d'accord, qu'il n'y aura pas de grèves, qu'il n'y aura pas de problèmes, mais que, s'il y a un sens de l'intérêt national, les citoyens peuvent être capables de mettre cela en pratique.

D'un autre côté, il y a l'exemple que nous a donné Madame la sénatrice en nous disant: «Mon pays a été le cobaye pour des expériences imposées de l'extérieur.»

Deux réalités très différentes, mais toutes les deux nous donnent la même leçon, à savoir que chaque société, dans sa propre réalité, doit prendre son destin en main, et que nous devons tous oublier ce que les gens de l'extérieur nous conseillent de faire.

C'est bien sûr la position de l'OIT car, comme vous le savez, vous n'avez jamais entendu aucun représentant de l'OIT vous dire: «Nous voulons vous aider et vous devez faire ceci ou cela.»

Il en va autrement pour la Commission de l'application des normes car vous vous êtes engagés à appliquer certaines normes et il existe un mécanisme de contrôle pour cela.

Mais le message à retenir ici c'est qu'il faut aider chaque pays à faire ce qu'il est en état de faire et pour lequel il a besoin d'appui.

Je vous remercie beaucoup, Madame la sénatrice, d'avoir soulevé ce problème de production et de spéculation comme thème central. Il s'agit en effet de savoir comment arriver à une société compétitive. C'est une parole très forte, très juste, que de dire que la compétitivité est l'affaire de toute la société car ce sont la santé, l'éducation, la créativité des employeurs, la créativité de la société dans son ensemble qui nous permettent de dire: «Nous allons nous en sortir, nous allons faire en sorte que ça marche.»

Le dialogue peut être tripartite ou bipartite, national ou international. Personnellement, j'ai pu remarquer que, lorsqu'on laisse les travailleurs et les employeurs définir les espaces dans lesquels ils peuvent avancer ensemble, cela fonctionne souvent mieux, de façon plus stable et durable que lorsque le gouvernement intervient. Mais, bien sûr, ils doivent le faire dans le cadre de la politique gouvernementale qui, comme l'a précisé Madame la sénatrice, peut aider ou pas, selon le cas. Car le projet écono-

mique peut ne laisser aucun espace au dialogue social.

Quant aux difficultés, il y en a bien sûr de nombreuses, car le dialogue social n'est pas reconnu dans toutes les sociétés. Ce n'est pas partout que les partenaires sociaux considèrent le dialogue social comme une nécessité. Nous, ici, en sommes convaincus, mais il y a des sociétés où cela n'est peut-être pas si évident, comme l'a dit M. Ryder.

C'est pourquoi la bataille du dialogue social est à n'en pas douter la bataille la plus importante de la démocratie aujourd'hui. Car si les grands projets alternatifs qui se présentent aux citoyens sont nombreux et différents, ils ont aussi beaucoup de points communs, et l'essentiel, c'est de savoir comment nous mettre d'accord pour les réaliser, comment faire et créer les bases sociales nécessaires pour que les acteurs sociaux puissent se mettre à l'œuvre.

C'est extrêmement difficile de trouver des solutions s'il n'y a pas ce dialogue. C'est pourquoi nous insistons tous sur le fait que le tripartisme à Genève c'est très bien, mais que ce qui est important, c'est que le tripartisme soit appliqué dans les différents pays.

Pour conclure, j'aimerais dire, et c'est une expérience que nous avons tous vécue, je crois, que le dialogue peut porter vers un dénominateur commun, mais que cela peut être un dénominateur commun très bas et qu'un dénominateur commun très bas n'aura pas vraiment d'influence, ne pourra pas changer les choses et ne donnera pas au dialogue social cette force que vous avez tous signalée. Et un accord qui ne touche pas aux questions principales n'est jamais pris au sérieux.

Notre expérience, au sein de l'OIT, est que, depuis des années, et pour différentes raisons, nous avons réussi à nous mettre d'accord sur un dénominateur commun très élevé. Pourquoi l'avons-nous fait? Pourquoi avons-nous voulu le faire? Comment

s'est produite la conjonction de facteurs qui a nous permis de la faire? On peut donner mille et une réponses, mais le fait est que, lorsque nous parlons de l'Agenda du travail décent, c'est d'un dénominateur commun très élevé que nous parlons. Quand nous disons qu'il faut analyser la dimension sociale de la mondialisation, là aussi on a un dénominateur commun élevé. Quand nous disons que les Nations Unies ne peuvent pas dire qu'il faut réduire la pauvreté de 50 pour cent d'ici à 2015 sans prendre en considération le travail, nous prenons aussi un dénominateur commun très élevé. Aujourd'hui, Madame la sénatrice Fernández, M. Ryder, Secrétaire général de la Confédération syndicale internationale, et M. Cuevas nous disent: «Prenons le dialogue social comme dénominateur commun élevé.» Je crois que c'est un très grand défi qu'ils nous lancent, à nous, au Bureau, et à vous en tant qu'acteurs tripartites dans vos propres pays.

Je crois que la meilleure façon de les remercier tous les trois est de dire qu'ils nous ont adressé un message très fort, très solide, et d'exprimer le plaisir que j'ai eu à écouter, loin des discours habituels, les paroles fortes de personnes venues de l'extérieur qui nous apportent leur expérience et leur savoir, et qui parlent avec passion, car vous avez parlé tous les trois avec beaucoup de passion et de conviction, en vous appuyant sur vos connaissances et vos expériences.

Merci beaucoup, et je demande à nouveau à tous de vous applaudir tous les trois.

*(Applaudissements.)*

---

*Original anglais:* Le PRÉSIDENT

Je voudrais remercier une fois de plus chacun des intervenants qui ont pris la parole.

*(La séance est levée à 16 h 30.)*

## TABLE DES MATIÈRES

*Page*

### *Dix-septième séance (spéciale)*

Panel de haut niveau sur le tripartisme et le dialogue social .....	1
---	---

*Orateurs:* Le Président, M. Cuevas, M. Ryder, M<sup>me</sup> Fernández de Kirchner, le Secrétaire général